ASSEMBLÉE NATIONALE

9 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° I-785

présenté par
Mme Brulebois

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 16, insérer l'article suivant:

I. – Le A du 1 l'article 266 *nonies* du code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau du a est ainsi rédigé :

Désignation des installations de stockage de déchets non dangereux concernées	Unité de perception	Quotité en euros					
		2020	2021	2022	2023	2024	A partir de 2025
A. - Installations non autorisées	tonne	152	164	168	171	173	175
B. - Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique de plus de 75 % du biogaz capté	tonne	25	37	45	52	59	65
C. - Installations autorisées qui sont exploitées selon la méthode du bioréacteur et réalisent une valorisation énergétique du biogaz capté	tonne	35	47	53	58	61	65

D. - Installations autorisées réceptionnant des déchets provenant d'un établissement public de coopération intercommunale ou de son groupement ou d'une entreprise, performant en matière de gestion des déchets	tonne	24	36	43	46	48	50
E. - Installations autorisées relevant à la fois des B et C	tonne	18	30	40	51	58	65
F. - Installations autorisées relevant à la fois des B et D ou des C et D	Tonne	18	30	36	40	44	50
G. - Installations autorisées relevant à la fois des B, C et D	Tonne	11	23	33	36	44	50
H. - Autres installations	Tonne	42	54	58	61	63	65

2° Le tableau du *b* est ainsi rédigé :

Désignation des installations de traitement thermique de déchets non dangereux concernés	Unité de perception	Quotité en euros					
		2020	2021	2022	2023	2024	A partir de 2025
Installations non autorisées	tonne	125	130	132	133	134	135
A. - Installations autorisées dont le système de management de l'énergie a été certifié conforme à la norme internationale ISO 50001 par un organisme accrédité	tonne	12	17	18	20	22	25
B. - Installations autorisées dont les valeurs d'émission de NOx sont inférieures à 80 mg/ Nm3	tonne	12	17	18	20	22	25
C. - Installations autorisées réalisant une valorisation énergétique élevée dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,65	tonne	9	14	14	14	14	15

D. - Installations autorisées réceptionnant des déchets provenant d'un établissement public de coopération intercommunale ou de son groupement ou d'une entreprise, performant en matière de gestion des déchets	tonne	10	15	17	18	19	20
E. - Installations relevant à la fois des A et B	tonne	9	14	14	17	20	25
F. - Installations relevant à la fois des A et C	tonne	6	11	12	13	14	15
G. - Installations relevant à la fois des B et C	tonne	5	10	11	12	14	15
H. - Installations relevant à la fois des A et D ou des B et D	tonne	7	12	13	15	17	20
I. - Installations relevant à la fois des C et D	tonne	4	9	9	9	9	10
J. - Installations relevant à la fois des A, B et C	tonne	3	8	11	12	14	15

K. - Installations relevant à la fois des A, B et D	tonne	4	9	9	12	13	20
L. - Installations relevant à la fois des A, C et D ou relevant à la fois des B, C et D	tonne	1	3	5	6	7	10
M. - Installations relevant à la fois des A, B, C et D	tonne	1	1	3	5	6	10
N. - Installations autorisées dont le rendement énergétique est supérieur ou égal à 0,70 et réalisant une valorisation énergétique des résidus à haut pouvoir calorifique qui sont issus des opérations de tri performants	tonne	-	4	5,5	6	7	7,5
O. - Autres installations autorisées	tonne	15	20	22	23	24	25

3° Sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :

« Les tarifs mentionnés aux lignes D, F et G du tableau du *a* et aux lignes D, H, I, K, L, M du tableau du *b* ne s'appliquent qu'aux déchets réceptionnés par l'installation concernée qui sont détenus par la collectivité ou son groupement, ou par l'entreprise, performante en matière de gestion des déchets. »

« Pour l'application des tarifs mentionnés aux lignes D, F et G du tableau du *a* et aux lignes D, H, I, K, L, M du tableau du *b*, les collectivités ou leur groupement et les entreprises performants en matière de gestion des déchets sont ceux qui, pour une année de référence, envoient en installation

de stockage de déchets non dangereux une quantité de déchets, mesurée en tonnes, inférieure de 50 % à la quantité de déchets qu'ils ont envoyé dans des installations du même type en 2010.

« Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement précise les modalités d'application des tarifs mentionnés aux lignes D, F et G du tableau du *a* et aux lignes D, H, I, K, L, M du tableau du *b*. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objectif de la TGAP est avant tout d'éviter l'envoi des déchets en décharge en incinération ou à l'enfouissement

Actuellement, la TGAP fonctionne comme une taxe essentiellement punitive, qui pénalise les collectivités et les entreprises responsables de la gestion des déchets lorsqu'elles sont contraintes de traiter un déchet dans leurs installations de traitement thermique ou de stockage. La nouvelle augmentation de la TGAP proposée par le Gouvernement fonctionnera de la même manière. Elle pénaliserait en premier lieu les collectivités, qui sont déjà lourdement taxées sur la gestion des déchets (25 % du coût du service public). Certaines collectivités sont parvenues à un faible ratio d'ordures ménagères résiduelles.

Cet amendement viserait à créer une refaction de TGAP pour les collectivités qui sont parvenues à atteindre l'objectif de réduction du stockage porté par le Gouvernement (division par 2 des déchets envoyés en stockage par rapport à 2010). Cela renforcerait la cohérence du dispositif fiscal en vigueur sur l'élimination des déchets, en maintenant un signal prix sur le stockage et l'incinération pour les collectivités qui n'ont pas atteint leurs objectifs de réduction du stockage, tout en évitant de sanctionner lourdement les collectivités qui ont réalisé les efforts.